Rectorats de Créteil - Paris – Versailles

Centre Ressources en Sciences médico sociales d'Île-de-France

Colloque

" La protection sociale : défis et perspectives "

Ecole Normale Supérieure de Cachan

1 et 2 février 2012

Eléments bibliographiques

Bibliographie réalisée par le Centre de Ressources SMS IDF

et offerte par

Les éditions Nathan

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

Sommaire

Protection sociale (général) **3**

Concept de protection sociale **4**

Evolutions de la protection sociale **6**

Financement de la protection sociale **8**

Protection sociale et démographie **8**

Protection sociale et dépendance **9**

Protection sociale et travail **10**

Protection sociale et accès aux droits **10**

Gouvernance de la protection sociale **11**

Protection sociale et territoires **12**

Protection sociale complémentaire **12**

Protection sociale et insertion **13**

Protection sociale et politique publique **14**

Protection sociale et Europe **15**

Protection sociale et Monde **16**

Perspectives de la protection sociale **17**

Les présentations des ouvrages sont celles des éditeurs.
Cette bibliographie, non exhaustive, sera complétée de ressources en ligne, et sera publiée sur le site du Centre de Ressources d'Île-de-France sms-idf.ac-creteil.fr .

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

Protection sociale (général)

Code de l'action sociale et des familles (7ème édition)

2011

Collectif (dont Robert Lafore)

Dalloz. Collection Droit du travail et social

1755 p. 73€

Agences régionales de santé, franchises, parcours de soin, limitation des arrêts de travail… Les gouvernements accumulent les mesures et pourtant le déficit de l'assurance maladie continue d'exister. Peut-on maîtriser l'augmentation des dépenses de santé ? Pourquoi ces dépenses augmentent-elles partout, et plus vite dans certains pays (États-Unis, France, Allemagne) que dans d'autres (Grande-Bretagne, Suède) ?
Toutes les réformes des systèmes de santé doivent arbitrer entre quatre objectifs souvent contradictoires que cet ouvrage analyse : assurer la viabilité financière des systèmes, mais aussi l'égal accès aux soins, la qualité de ceux-ci, enfin la liberté et le confort des patients et des professionnels. Les dernières mesures décidées en France semblent abandonner progressivement l'idée d'une médecine de ville solidaire au profit des trois autres objectifs.

Droit de la sécurité sociale (17ème édition)

2011

Jean-Jacques Dupeyroux, Michel Borghetto, Robert Lafore

Dalloz-Sirey. Précis Dalloz

1251 p. 73€

Agences régionales de santé, franchises, parcours de soin, limitation des arrêts de travail… Les gouvernements accumulent les mesures et pourtant le déficit de l'assurance maladie continue d'exister. Peut-on maîtriser l'augmentation des dépenses de santé ? Pourquoi ces dépenses augmentent-elles partout, et plus vite dans certains pays (États-Unis, France, Allemagne) que dans d'autres (Grande-Bretagne, Suède) ?
Toutes les réformes des systèmes de santé doivent arbitrer entre quatre objectifs souvent contradictoires que cet ouvrage analyse : assurer la viabilité financière des systèmes, mais aussi l'égal accès aux soins, la qualité de ceux-ci, enfin la liberté et le confort des patients et des professionnels. Les dernières mesures décidées en France semblent abandonner progressivement l'idée d'une médecine de ville solidaire au profit des trois autres objectifs.

Droit de l'aide et de l'action sociale (7ème édition)

2009

Michel Borghetto, Robert Lafore

Montchrétien. Collection Précis Domat

752 p. 38€

Face aux limites que manifestent de plus en plus les techniques assurantielles classiques liées à l'emploi et face au développement subséquent que connaissent les phénomènes de précarité et d'exclusion, les politiques d'aide et d'action sociales ont peu à peu retrouvé la légitimité et l'utilité qui étaient les leurs au temps de la fondation de l'État démocratique et républicain. Mise en question sur le terrain de sa cohésion, notre société se voit sommée d'actualiser les principes fondateurs de liberté, d'égalité et de fraternité en repensant, via notamment la protection sociale, les formes de solidarité à privilégier.
Loin de s'en tenir à l'exposition ordonnée du droit positif, cet ouvrage propose donc une approche compréhensive de ces politiques en s'efforçant de les resituer dans leur cadre théorique, d'analyser les institutions et les normes qui les gouvernent à partir des enjeux qui en sont le soubassement, et de fournir des éclairages ouvrant à la réflexion et à l'action. Ce faisant, il a l'ambition de répondre à une demande croissante tant des professionnels que des étudiants et des chercheurs.
Cette septième édition intègre les nombreuses évolutions législatives intervenues depuis deux ans : réforme de l'aide sociale à l'enfance et de la protection judiciaire de la jeunesse, réaménagement du traitement de l'enfance et de l'adolescence délinquantes ainsi que de la protection juridique des majeurs, expérimentation puis généralisation du revenu de solidarité active et adaptation consécutive des politiques d'insertion, restructuration des « contrats aidés », consécration d'un « droit au logement opposable » étendu à l'aide sociale à l'hébergement, création d'un « droit à la domiciliation » en faveur des personnes sans domicile stable... Les commentaires et analyses ont été naturellement réorganisés de façon à offrir une vision claire et informée d'un droit qui se révèle aujourd'hui d'autant plus complexe et dense que son contenu ne cesse de fluctuer et de s'amplifier au gré des majorités politiques du moment.

Regards

Revue publiée par l'école nationale supérieure de Sécurité sociale

11€ le numéro

N° 39 : La gestion du risque
N° 36 : La gouvernance de la Protection sociale
N° 35 : Acteurs et paramètres de la protection sociale
N° 24 : Europe et protection sociale…

Guide du chercheur en histoire de la protection sociale

Volume 1 : Fin Moyen-âge - 1789

1994

Comité d'histoire de la Sécurité sociale

Comité d'histoire de la Sécurité sociale

216 p. 19,81€

Volume 2 : 1789 - 1914

1997

Jean-Pierre Gutton, Jean Imbert

Comité d'histoire de la Sécurité sociale

253 p.

Volume 3 : 1914 - 1945

2011

Comité d'histoire de la Sécurité sociale

Comité d'histoire de la Sécurité sociale

253 p. 16€

Accompagner les recherches des étudiants et des historiens sur l'évolution de la protection sociale des travailleurs salariés entre 1914 et 1945, tel est l'objectif de guide. Le champ sociologique des investigations a été restreint aux travailleurs salariés et au recensement des fonds archivistiques relatifs aux allocations familiales et au traitement des risques sociaux les plus fréquemment encourus. Outre les Archives nationales, départementales ou municipales, sont également présentés des lieux d'archives, privés ou publics, moins connus des chercheurs mais qui méritent d'être fréquentés pour l'originalité de leurs fonds. Précisions, toutefois, que ce manuel ne constitue pas pour autant un guide des sources. Mais il a pour ambition d'éclairer l'opinion sur la construction de la citoyenneté sociale.

Traité d'économie et de gestion de la santé

2009

Pierre-Louis Bras, Gérard de Pourvourville, Didier Tabuteau

Les presses de Sciences Po. Collection Hors collection

564 p. 80€

L'actualité des questions économiques en matière de santé, le développement des politiques de santé, la multiplication des organismes de gestion, d'évaluation ou de contrôle du système, l'expansion des systèmes de gestion des informations et des dépenses de santé, la succession des réformes, l'émergence d'une Europe de la santé rendent indispensable un ouvrage répondant aux attentes des étudiants, des professionnels de santé, des gestionnnaires d'institutions de santé et des cadres des administrations sanitaires.

Ce Traité d'économie et de gestion de la santé *rassemble l'ensemble des connaissances de base nécessaires :*

• à la compréhension des débats économiques sur la santé ;

• à l'appréhension des politiques de régulation des dépenses de santé ;

• à la gestion et au pilotage des principales institutions du système de santé.

Pour chacune des questions, il propose:

• le recours à un spécialiste reconnu du domaine, universitaire ou praticien ;

• une vision synthétique des données concrètes, des théories qui permettent de les interpréter, des débats qu'elles suscitent ;

• l'état actualisé des connaissances ;

• une bibliographie qui permet d'approfondir la réflexion.

Ce traité a ainsi vocation à devenir l'outil de référence pour analyser, comprendre et développer les politiques de santé.

Concept de protection sociale

La montée des incertitudes

2009

Robert Castel

Seuil. Collection La couleur des idées

464 p. 23€

Les mutations du travail ont des effets sociaux et anthropologiques très profonds. Elles bouleversent l'identité des individus et fragilisent la cohésion sociale. Comment doit se redéployer, dans ces conditions, l'État social ? Réformes libérales ou réformes de gauche ?

Comme toujours, dans ses analyses de la question sociale, l'auteur croise les regards et les interrogations. Il montre les conséquences diverses et multiples des transformations du travail, à la fois pour la vie des individus menacés de désaffiliation et pour la vie collective, la reconfiguration des rapports de classe, l'effritement de la propriété sociale. Partout naît et se renforce une insécurité sociale aux visages multiples, parfois contradictoires. Il faut donc repenser la protection sociale, dans une « société des individus », ce qui contraint l'État à redéfinir son rôle et le droit du travail à redéfinir ses principes. Autrement dit, forcément intervient le politique. Mais dans quel sens ? Et d'abord, pourquoi choisir encore l'« État social » ?

Le parcours proposé par Robert Castel allie, comme toujours, limpidité et acuité du regard. Il s'apparente à un véritable « traité du social », repensé et actualisé pour répondre aux défis posés par la crise du travail et celle de l'État social qui en est la conséquence, dans une société de plus en plus individualisée.

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

Quand les politiques changent - Temporalités et niveaux de l'action publique

2010

Bruno Pallier, Yves Surel

L'Harmattan. Collection Logiques politiques.

422 p. 37€

Le thème de la réforme est aujourd'hui devenu une figure incontournable des discours politiques et de l'action publique. Autour de nombreuses études de cas et questionnements théoriques, ce recueil propose de contribuer à l'analyse du changement dans l'action publique par la comparaison.

Repenser la solidarité

2007

Serge Paugam

PUF. Collection Le lien social

992 p. 49€

La solidarité constitue le socle de ce que l'on pourrait appeler l'homo sociologicus, l'homme lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satifaire son besoin vital de reconnaissance, source de son identité et de son humanité. Mais le risque n'existe-t-il pas que cette interdépendance fonctionnelle soit sans cesse un peu plus méconnue et que les individus, à mesure que croissent leur autonomie et leur liberté, se sentent libérés de toute dette envers les générations antérieures, peu sensibles au destin des générations futures et finalement hostiles à l'égard d'une redistribution à l'égard des plus défavorisés ?

Les cinquante contributeurs de ce volume ont recherché les moyens d'aborder ces questions en refusant les solutions simplistes. Ils s'adressent aux universitaires, aux responsables politiques, au patronat, aux associations, à tous les citoyens attentifs aux enjeux des réformes en cours ou à venir.

Quels nouveaux défis pour la protection sociale ? – Conversations autour de la famille

2008

Serge Paugam, Bruno Palier

CNAF.

36 p.

Notion d'investissement social

L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?

2003

Robert Castel

Seuil/La république des idées

96 p. 11,5€

L'association de l'État de droit et de l'État social devait permettre de construire une «société de semblables» où, à défaut d'une stricte égalité, chacun serait reconnu comme personne indépendante et prémuni contre les aléas de l'existence (chômage, vieillesse, maladie, accident du travail...) ; «protégé», en somme. Ce double pacte - civil et social - est aujourd'hui menacé. D'un côté, par une demande de protection sans limites, de nature à générer sa propre frustration. De l'autre, par une série de transformations qui érodent progressivement les digues dressées par l'État social : individualisation, déclin des collectifs protecteurs, précarisation des relations de travail, prolifération des «nouveaux risques»... Comment combattre cette nouvelle insécurité sociale ? Que signifie être protégé dans des «sociétés d'individus» ? C'est à ces questions que tente de répondre Robert Castel.

Citoyenneté sociale et reconnaissance du « care » - Nouveaux défis pour les politiques sociales

Février 2009

Ai-Thu Dang, Marie-Thérèse Letablier

Presses de Sciences Po

Revue de l'OFCE n°109

p. 5 à 31

L'objet de ce texte est double. Dans un premier temps, il s'agira de revenir de façon synthétique sur les aspects théoriques de la citoyenneté sociale en relation avec la reconnaissance du « care » et dans une perspective de genre. Nous en soulignerons les implications en termes de politiques sociales. Dans un second temps, nous verrons dans quels termes la question de la reconnaissance du « care » se pose en France et nous caractériserons l'évolution du régime français de citoyenneté sociale. Nous montrerons qu'il est traversé par des tensions entre familialisme et individualisme d'une part et par un déplacement des frontières dans le partage des obligations familiales entre l'État, la famille et le marché d'autre part. En matière de « care », l'évolution récente indique que des directions différentes, voire opposées, sont prises : une refamilialisation ou une défamilialisation de la prise en charge du « care » avec un rôle accru dévolu au marché, même si ce dernier reste encadré.

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

L'idée de solidarité a une histoire

Février 2011
Marie-Claude Blais
Sciences huamines n°223
p. 48 à 51
Inventée sous la IIIème république pour repenser le lien social des nouvelles sociétés industrielles, socle des Etats providence, l'idée de solidarité revient en force aujourd'hui.

Les métamorphoses *de* la question sociale. Une chronique du salariat

1999
Robert Castel
Folio. Collection Essais
816 p. 13,5€
Il a fallu des siècles de sacrifices, de souffrances et d'exercice continu de la contrainte pour fixer le travailleur à la tâche, puis pour l'y maintenir en lui associant un large éventail de protections qui définissent un statut constitutif de l'identité sociale. Mais c'est au moment même où la «civilisation du travail», issue de ce processus séculaire, paraissait consolidée sous l'hégémonie du salariat et avec la garantie de l'État social que l'édifice s'est fissuré, faisant ressurgir la vieille obsession populaire d'avoir à vivre «au jour la journée». Désormais, l'avenir est marqué du sceau de l'aléatoire. La question sociale, aujourd'hui, se pose à partir du foyer de la production et de la distribution des richesses, dans l'entreprise, à travers le règne sans partage du marché - et donc n'est pas, comme on le croit communément, celle de l'exclusion. Elle se traduit par l'érosion des protections et la vulnérabilisation des statuts... L'onde de choc produite par l'effritement de la société salariale traverse toute la structure sociale et l'ébranle de part en part. Quelles sont alors les ressources mobilisables pour faire face à cette hémorragie et pour sauver les naufragés de la société salariale

Evolutions de la protection sociale

La protection sociale : Quels débats ? Quelles réformes ?

2010
La documentation Française
La documentation Française. Collection Les cahiers français
96 p. 9,80€
Quatre ans après un numéro des Cahiers français consacré à l'examen de notre « modèle social », cette livraison entend interroger notre système de protection dans sa genèse, ses fonctionnements, ses changements ou ses transformations.

- Les systèmes de protection sociale.
- L'état-providence en débat.
- Les politiques sociales face aux réformes.

Le modèle social français

2006
La documentation Française
La documentation Française. Collection Les cahiers français
96 p. 9,50€
Les types de protection sociale en Europe.
Le modèle français face aux mutations économiques.
Le défi de l'emploi.

La réforme des systèmes de santé (5ème édition)

2010
Bruno Pallier
PUF. Collection Que sais-je ?
128 p. 9€
Agences régionales de santé, franchises, parcours de soin, limitation des arrêts de travail… Les gouvernements accumulent les mesures et pourtant le déficit de l'assurance maladie continue d'exister. Peut-on maîtriser l'augmentation des dépenses de santé ? Pourquoi ces dépenses augmentent-elles partout, et plus vite dans certains pays (États-Unis, France, Allemagne) que dans d'autres (Grande-Bretagne, Suède) ?
Toutes les réformes des systèmes de santé doivent arbitrer entre quatre objectifs souvent contradictoires que cet ouvrage analyse : assurer la viabilité financière des systèmes, mais aussi l'égal accès aux soins, la qualité de ceux-ci, enfin la liberté et le confort des patients et des professionnels. Les dernières mesures décidées en France semblent abandonner progressivement l'idée d'une médecine de ville solidaire au profit des trois autres objectifs.

Et si demain… la sécurité sociale éclatait ?

2009

Jean-Michel Laxalt

Editions Jacob-Duvernet. Collection Planète sociale

250 p. 19,90€

Et si demain les choses évidentes disparaissaient, les institutions solides s'écroulaient, les habitudes bien ancrées s'évanouissaient… Et si demain la sécurité sociale n'existait plus…

Au travers d'entretiens avec une dizaine de contradicteurs que parfois tout oppose, Jean-Michel Laxalt pose des questions difficiles, en suscite d'autres, certaines volontairement iconoclastes : la sécurité sociale a-t-elle laissé tomber les pauvres ? La modernité sociale, c'est aujourd'hui sans la sécu ? Dans une société atomisée, l'autre a moins d'importance ?

En somme, la société française veut-elle continuer à vivre avec elle-même ? C'est la question défi de ce livre.

La protection sociale au-delà des crises

Décembre 2011

Collectif

La Gazette santé social n°80

p. 18 à 25

Décennies d'instabilité : quarante ans de difficultés économiques ont épuisé la protection sociale « à la française ». la récession de 2008 et la récente crise de la dette font tanguer, un peu plus, le système.

Vertus éprouvées : Les derniers soubresauts économiques l'ont pourtant prouvé. De l'Unedic à la Sécurité sociale, la protection sociale constitue un rempart précieux contre les effets de la crise.

Placement fructueux : reconsidérer les dispositifs comme des « investissements sociaux » pourrait favoriser une économie nouvelle.

L'avenir de l'assurance maladie. Un enjeu politique majeur pour la France

Novembre 2010

Didier Tabuteau

Futuribles n°368

p. 5 à 22

Comme chaque année depuis maintenant presque 10 ans en France, le régime général de la Sécurité sociale (qui couvre quatre grands types de risques : famille, accidents du travail et maladies professionnelles, vieillesse et maladie) sera déficitaire en 2011, affichant un « trou » de l'ordre de 23 milliards d'euros. C'est moins que prévu initialement par le gouvernement français, mais cela implique sans aucun doute de nouvelles mesures d'économies. Parmi celles annoncées fin septembre dernier par le gouvernement, un plan d'économies de 2,5 milliards d'euros est envisagé concernant la branche de l'assurance maladie (dont le déficit devrait avoisiner 12 milliards d'euros), un plan qui fait suite à plusieurs autres, antérieurs, qui ont commencé à modifier la physionomie du système de santé français, avec de possibles conséquences sur les principes de base qui prévalent en matière d'assurance maladie. Didier Tabuteau, spécialiste des questions de santé et de sécurité sociale, présente ici les grandes tendances récentes d'évolution de l'assurance maladie en France, ses perspectives d'avenir et les conséquences qui peuvent en résulter pour les citoyens. Il rappelle tout d'abord le changement de paradigme qui s'est opéré, sous l'effet notamment de la mondialisation, renforçant peu à peu la pression en faveur d'une privatisation du système et poussant les acteurs de l'assurance maladie à se transformer. Puis il montre dans quelle mesure les fondements de l'assurance maladie « à la française » sont aujourd'hui menacés, par exemple par la tendance à la « responsabilisation » croissante des assurés sociaux, qui tend à retarder l'accès aux soins des personnes modestes, ou encore par la remise en cause du principe pourtant essentiel de solidarité (avec un glissement progressif de la couverture sociale vers les complémentaires santé). De telles évolutions sont considérables et pourraient changer radicalement le visage de la protection sociale en matière de santé. Elles ne sauraient donc, comme le souligne ici Didier Tabuteau, s'opérer sans un large débat politique démocratique mettant à plat les défis du secteur de la santé, et les moyens d'y faire face sans sacrifier le contrat social qui prévaut en France.

Droit public

Revue publiée parEditcom

8€ l'article

Articles de Didier tabuteau :

- Santé et assurance maladie : l'inquiétude dilution des services publics, n°704, décembre 2011
- La métamorphose silencieuse des assurances maladie, n°685, janvier 2010
- L'avenir de la médecine libérale et le spectre de Monsieur Bovary, n°678, avril 2009

La modernisation des organismes de sécurité sociale

2009

IGAS

Rapport annuel 2009 - La documentation française

197 p. 13€

Entre 2007 et 2009, l'IGAS a mené 17 missions de contrôle et d'évaluation dans le champ de la Sécurité sociale. Ces travaux permettent aujourd'hui de dresser le bilan de

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

la modernisation actuellement à l'œuvre au sein des principaux organismes de sécurité sociale.
Concernant la qualité du service rendu aux usagers, des progrès importants ont été constatés, notamment sur les délais de paiement et l'information du public, mais ils restent encore fragiles. Quant à l'efficience de gestion, si des progrès ont été constatés – grâce à la dématérialisation, la mutualisation ou l'amélioration des instruments de pilotage – les efforts doivent être poursuivis pour en optimiser les effets.
Enfin, l'encadrement du processus de modernisation par l'Etat, via les conventions d'objectifs et de gestion (COG), demeure perfectible. L'IGAS insiste sur 20 objectifs prioritaires pour la poursuite du processus de modernisation

Financement de la protection sociale

Economie politique de la protection sociale

2011
Mireille Elbaum
PUF. Collection Quadrige
560 p. 29€
Ce manuel analyse les principaux problèmes économiques auxquels est confrontée la protection sociale en France : démographie-vieillissement, emploi, redistribution, financement, régulation, évaluation. Rassemblant des éléments de connaissance souvent dispersés, il fournit sur chacun de ces points une synthèse mobilisant les enseignements de l'analyse économique, les comparaisons européennes et, pour la France, l'ensemble des données récentes.
Destiné aux étudiants des deuxièmes cycles universitaires ou préparant des concours administratifs, il s'adresse aussi à un public plus large. Donnant de l'intelligibilité aux débats et aux réformes intervenus dans notre pays depuis vingt ans, il présente avec clarté les contraintes qui pèsent sur notre système de protection sociale, mais aussi les choix collectifs dont dépendront à l'avenir nos objectifs de cohésion sociale.

Au chevet de la santé – Quel diagnostic ? Quelles réformes ?

Janvier 2009
Collectif
La découverte. Regards croisés sur l'économie n°5
248 p.
Première partie : Des besoins croissants et inégalement satisfaits
Deuxième partie : Un système d'assurance maladie dont la cohésion s'effrite.
Troisième partie : Une nouvelle régulation nécessaire pour plus d'efficacité et d'équité

Protection sociale et démographie

Vieillir dans la pauvreté

2010
Jean-Pierre Bultez, Didier Grelot
La documentation Française
Problèmes politiques et sociaux n°977
104 p. 9,90€
Alors que l'espérance de vie va croissant dans la plupart des pays de l'OCDE, les questions du financement des prestations de services et de la dépendance se posent avec toujours plus d'acuité. Comment l'évolution démographique et les tendances du marché du travail vont-elles peser sur l'offre familiale, amicale et des travailleurs susceptibles d'assumer une prise en charge ? Les finances publiques seront-elles menacées par le coût de la prise en charge future de la dépendance ? Quel équilibre doit-on rechercher entre implication privée et soutien public de cette prise en charge des soins liés à la dépendance ? Cet ouvrage, en traitant de ces enjeux, offre un panorama contrasté de la situation dans les pays de l'OCDE.

Les défis du vieillissement – Âge, emploi, retraite : perspectives internationales

2010
Anne-Marie Guillemard
Armand Colin. Collection U
360 p. 33,40€
Comment les pays développés font-ils face à l'allongement de la vie conjugué au vieillissement des populations ? En s'appuyant sur les comparaisons internationales des politiques publiques et des pratiques d'entreprises, le livre démontre que le défi posé par le vieillissement n'est pas seulement celui des retraites et de leur financement. Il est aussi celui de l'emploi, particulièrement pour les salariés qui avancent en âge. Plus largement, relever ce défi implique de repenser la manière dont nous répartissons les temps de travail, d'inactivité et de formation sur le parcours de vie et dont nous couvrons les risques sociaux aux différents âges.
L'ouvrage présente les solutions adoptées dans différents pays et identifie celles qui ont permis de refonder le pacte de solidarité entre les générations pour la retraite et l'emploi dans notre nouvelle société de longévité. Il apporte ainsi des éléments cruciaux de connaissance pour que nos sociétés sachent faire du vieillissement des populations une opportunité et non une catastrophe.
Ce livre s'adresse aussi bien aux étudiants et chercheurs en sciences sociales qu'aux décideurs politiques, aux professionnels du social et de l'emploi, aux acteurs de l'entreprise.

Le vieillissement ne fera pas exploser les dépenses de santé

Juillet 2010

Brigitte Dormont

Esprit (http://www.esprit.presse.fr/)

Quand on observe la progression parallèle du vieillissement de la population et des dépenses de santé, on est amené à penser que l'un ne va pas sans l'autre. Pourtant, la première n'entraîne pas automatiquement la seconde, qui découle plutôt des changements techniques dans le traitement de maladies lourdes. Dès lors, il n'y a pas à considérer la vieillesse comme une charge ingérable collectivement mais plutôt une occasion d'affirmer des choix de société.

Economie du vieillissement

Tome 1 : Âge et emploi

Ce premier tome regroupe des communications s'intéressant à la question de l'emploi des seniors et plus généralement au marché du travail. Le taux d'activité des plus de 50 ans est la résultante de l'interaction entre le comportement des employeurs, le comportement des actifs potentiels de plus de 50 ans et les incitations générées par les politiques publiques. Il est nécessaire d'avoir compris le rôle de chacun de ces trois facteurs pour juger de la pertinence des réformes envisagées tant du point de vue de l'efficacité (augmentation du taux d'emploi) que du point de vue normatif.

Tome 2 : Âge et protection sociale

Ce second tome rassemble les communications traitant des retraites, de la protection sociale et de l'impact du vieillissement sur cette dernière. Trois thèmes successifs sont développés à propos des retraites : l'efficacité et les résultats des différentes réformes ou projets de réformes (en France, en Tunisie, au Portugal et en Suède), les transformations des comportements d'épargne des retraités et les inégalités entre retraités.

2005

Marie-Eve Joel, Jérôme Wittwer

L'Harmattan

380 p. 31€

Comment les pays développés font-ils face à l'allongement de la vie conjugué au vieillissement des populations ? En s'appuyant sur les comparaisons internationales des politiques.

Protection sociale et dépendance

Perspectives démographiques et financières de la dépendance

Juin 2011

Jean-Michel Charpin, Cécile Tlili

Rapport public. Ministère des solidarités et de la cohésion sociale

60 p. 75€

Ce rapport est issu des réflexions du groupe de travail « Perspectives démographiques et financières », constitué dans le cadre du débat national sur la dépendance. Trois autres groupes ont été constitués sur des aspects particuliers du dossier de la dépendance : société et vieillissement ; accueil et accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie ; stratégie pour la couverture de la dépendance des personnes âgées.

La dépendance des personnes âgées : quelle réforme ?

Décembre 2010

Collectif

Regards sur l'actualité n°366

p. 8 à 61. 7,80€

La réforme du « cinquième risque » figurait au programme des deux candidats au second tour de l'élection présidentielle de 2007. Le projet du gouvernement devrait bientôt être précisé. Il est sans doute présomptueux de décrire ce que cette réforme sera au final, si elle voit le jour. On voudrait pourtant, dans un premier temps, la raconter « comme une histoire », en resituant ses fondemenrs, premisses, et revirements.

De façon pragmatique, on examinera ensuite les attendus actuels de la réforme, après avoir comparé les efforts déployés depuis quelques années pour corriger un certain nombre de défauts patents, quant à la qualité de la prise en charge, à l'équité sociale et territoriale, au finacement et à l'efficience du système. Cela permet ainsi de donner du sens à un ensemble de mesures qui pourraient paraître a priori dispersées.

Réfléchir aux possibilités de cette réforme est enfin l'occasion d'en dresser une grille d'évaluation a priori – au nom de la qualité et de l'efficience de la prise en charge de la dépendance -, à laquelle confronter les dispositions à venir.

Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance

2011
OCDE
OCDE
392 p. 75€
Alors que l'espérance de vie va croissant dans la plupart des pays de l'OCDE, les questions du financement des prestations de services et de la dépendance se posent avec toujours plus d'acuité. Comment l'évolution démographique et les tendances du marché du travail vont-elles peser sur l'offre familiale, amicale et des travailleurs susceptibles d'assumer une prise en charge ? Les finances publiques seront-elles menacées par le coût de la prise en charge future de la dépendance ? Quel équilibre doit-on rechercher entre implication privée et soutien public de cette prise en charge des soins liés à la dépendance ? Cet ouvrage, en traitant de ces enjeux, offre un panorama contrasté de la situation dans les pays de l'OCDE.

Protection sociale et travail

Droit du travail et sécurité sociale : la revanche de la protection sociale

Novembre 2009
Robert Lafore
Droit social n°683
p. 1076 à 1080. 8€

Les politiques de lutte contre la pauvreté

Juin 2011
Collectif
Politiques sociales et familiales n°104
123p. p.
Nouveaux pauvres, nouvelles politiques. ***Nicolas Duvoux***
Le RSA activité est-il ciblé sur les travailleurs pauvres au sens d'Eurostat ? ***Céline marc et Muriel Pucci***
La « Troisième Voie »et la lutte contre la pauvreté au Royaume-Uni. ***Jérôme Tournadre***
Activer les pauvres et les chômeurs par l'emploi ? ***Jean-Claude Barbier***
Synthèses et statistiques
Article accessible sur le site de la CNAF à l'adresse suivante :http://www.caf.fr/wps/portal/!ut/p/c0/04_SB8K8xLLM9MSSzPy8xBz9CP0os3hLf2dfY0cn3xAPj0ALAyNTQzfjQOMwYwMTA_2CbEdFAEh1KMQ!/

Protection sociale et accès aux droits

Code des droits contre l'exclusion (2ème édition)

2010
Denis Chemla, martin Hirsch
Dalloz
906 p. 25€
Face à l'augmentation des demandeurs d'emploi, la crise du logement et le nombre de foyers surendettés, les politiques publiques se devaient d'intervenir et de conduire des réformes majeures pour la solidarité. C'est le cas, notamment, avec la généralisation du Revenu de solidarité active (RSA), du Contrat unique d'insertion (CUI), du Droit au logement opposable (DALO) ou encore de la loi portant réforme du crédit à la consommation. Devant les multiples enjeux économiques et sociaux, la lutte contre les exclusions est, aujourd'hui, une priorité nationale qui aborde nécessairement la question de l'accès aux droits. Mais pour faire valoir ses droits, encore faut-il les connaître. Les dispositifs juridiques sont souvent complexes et dispersés dans de nombreux codes (e civil, Code du travail, Code de l'action sociale et des familles, les moyens mis à la disposition des citoyens pour faire face aux différentes situations nécessitaient une approche accessible. Organisé autour de thématiques de la vie quotidienne, leCode des droits contre l'exclusion réunit les principales mesures, reliées les unes aux autres, commentées, clarifiées et illustrées par de nombreux exemples.
Qui peut bénéficier d'un HLM ? Quels sont les recours en cas de licenciement ? Peut-on cumuler allocation-chômage et revenu d'activité ? Peut-on obtenir gratuitement l'assistance d'un avocat ? Quels sont les recours à mettre en oeuvre en cas de non-paiement d'une pension alimentaire ? L'ouvrage répond aux questions concrètes que peuvent se poser les personnes en situation difficile, les travailleurs sociaux mais aussi chaque individu soucieux de connaître ses droits.
Cet ouvrage est le résultat d'un travail collectif réalisé par des professionnels du droit : avocats, enseignants, dirigeants d'institutions, travailleurs sociaux. Tous ont uni leurs compétences et leurs connaissances pour que ce code devienne un véritable outil de lutte contre les exclusions.

La Couverture maladie universelle, une légitimité contestée : analyse des attitudes de médecins et dentistes à l'égard de ses bénéficiaires

Mars 2010

Caroline Desprès

Pratiques et organisation des soins 2010 n°1

L'article a pour objectif d'analyser les refus de soins à l'égard des bénéficiaires de la Couverture maladie universelle (CMU) complémentaire. Nous montrons que les manières de concevoir et de mettre en oeuvre la réforme participent à la production des refus des praticiens de ville. Il s'appuie sur les résultats d'un testing réalisé en 2005, ayant fait l'objet d'une analyse mixte, quantitative et qualitative ainsi qu'une vingtaine d'entretiens auprès des praticiens.

Les refus se différenciaient en fonction des catégories de professionnels : quasi inexistants chez les médecins généralistes en secteur 1, plus de 16 % en secteur 2 et proches de 40 % chez les dentistes et les spécialistes (différence statistiquement significative). Cette catégorie de refus était, avant tout, en rapport avec la question des tarifs et concernait donc surtout les médecins en secteur 2 soumis aux tarifs opposables (qui ne peuvent donc pas appliquer de dépassement aux bénéficiaires de la CMU complémentaire) et les dentistes qui n'ont plus la liberté tarifaire pour les prothèses dentaires. Le principe de la gratuité sans contrepartie, qui va à l'encontre des catégories traditionnelles d'accès à la couverture complémentaire, heurtait également les praticiens.

La mauvaise connaissance des personnes ciblées par la loi contribuait également à les considérer comme illégitimes, et du fait de l'effet seuil, à considérer cette loi comme injuste. Les refus sont apparus donc comme, en partie, déterminés par le contexte légal et par la manière dont les praticiens s'en étaient saisis. Les représentations sociales des bénéficiaires allaient dans le sens d'un manque de légitimité de ces derniers et alimentaient la discrimination.

Article accessible sur le site Ameli à l'adresse suivante : http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/documents/POS101_Attitude_des_professionnels_a_l_egard_de_la_CMU.pdf

Gouvernance de la protection sociale

La gouvernance de la Sécurité sociale – Une institution en quête de régulation

2011

Gilles Nézosi

La documentation Française

192 p. 12€

Comment est gouvernée la Sécurité sociale ? Question incongrue si l'on considère les analyses actuelles, axées plutôt sur le coût et la performance des prestations de la protection sociale. Pourtant, cette dimension gagne à être étudiée car les enjeux financiers, sociaux et politiques qu'elle recèle sont majeurs.

Première partie : Le gouvernement de la sécurité sociale, une histoire tourmentée

- L'ambition de la démocratie sociale

- Faux paritarisme ou vrai tripartisme

- De la démocratie sociale au contrôle parlementaire, le financement de la Sécurité sociale.

Deuxième partie : Un gouvernement qui s'ouvre à l'évaluation et à de nouveaux intervenants

- Evaluation/contractualisation, de nouvelles modalités de gestion

- Un nouveau venu dans la gouvernance, les agences régionales de santé

- Un système en quête d'une meilleure régulation

- Une mosaïque de régimes difficiles à piloter et à réformer

- L'élite du Welfare, un rôle déterminant

- Contre-pouvoirs, lobbies et partenaires

- L'usager, nouvelle finalité du système ?

Les programmes de qualité et d'efficience, des instruments au service de l'évaluation des politiques de sécurité sociale et de la mobilisation de leurs acteurs

2010

Laurent Caussat, Olivier Chemla

Revue française des affaires sociales n° 1 - 2

5€

Les programmes de qualité et d'efficience, qui constituent depuis 2007 une annexe aux projets de loi de financement de la sécurité sociale, ambitionnent d'étendre au domaine des politiques de sécurité sociale la démarche « objectifs / indicateurs / résultats » mise en œuvre depuis 2001 dans la procédure d'élaboration et d'examen des projets de loi de finances. Assurément fructueuse pour l'analyse de l'allocation des ressources budgétaires à un niveau relativement agrégé, cette démarche est en revanche plus controversée quant à son pouvoir d'incitation des gestionnaires publics à l'efficience. Dans le cas des politiques de sécurité sociale, elle complète toutefois utilement le dispositif de mesure de la performance du service public de la sécurité sociale prévu depuis 1996 par les conventions d'objectifs et de gestion liant l'État et les organismes nationaux qui en ont la charge. De ce fait, les programmes de qualité et d'efficience se concentrent sur l'appréciation de l'impact final des politiques sur les revenus et les conditions de vie de la population. Ces programmes permettent ainsi de dresser un tableau d'ensemble des succès atteints par les politiques de sécurité sociale, tout autant que de mesurer les progrès restant à accomplir. À cet égard, ils servent à identifier les dispositifs pour lesquels une démarche d'évaluation plus approfondie, reposant sur

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

des méthodologies propres à apprécier leur impact exact, est nécessaire.

Gouverner la sécurité sociale

2005
Bruno Pallier
PUF. Collection Le lien social
528 p. 19,50€
Ce livre analyse l'ensemble des évolutions et des réformes du système français de protection sociale de 1945 à 2005, qui, depuis le début des années 80, est appelé à s'adapter au nouveau contexte économique et social. Un livre fondamental pour comprendre la nécessaire évolution de notre système de protection sociale.

Les dépenses de santé, une augmentation salutaire ?

2009
Brigitte Dormont
Editions Rue d'Ulm. Collection du CEPREMAP n°15
80 p. 5€
Depuis le milieu du XXe siècle, les pays développés connaissent une augmentation continue des dépenses de santé et un formidable accroissement de la longévité. Quel est le lien entre ces deux évolutions ? Contrairement à une opinion répandue, le vieillissement ne joue qu'un rôle mineur dans la croissance des dépenses de santé. Celle-ci résulte principalement de la dynamique du progrès médical : de nouveaux produits et de nouvelles procédures apparaissent continuellement, dont la diffusion alimente la consommation de soins.
Ces dépenses sont-elles justifiées ? Doivent-elles continuer à progresser ? ***Brigitte Dormont*** *montre que leur croissance soutenue peut correspondre à un optimum collectif. Certes, le coût des soins augmente rapidement mais leur efficacité aussi. Une augmentation de la longévité, une baisse des handicaps et une amélioration de la qualité de la vie sont obtenues en contrepartie des dépenses de santé. Et la valeur de ces gains en bien-être dépasse largement le coût des soins.*

Protection sociale et territoires

Décentralisation dans le champ du social : où en est-on ?

Janvier 2010
Collectif
CNAF. Informations sociales n°162
164 p. 6,50€
Les lois ayant organisé la décentralisation du « social » en France ont été adoptées en deux vagues successives (1982-1983, puis 2003-2004). Depuis trois décennies, le « social » se trouve ainsi au cœur du processus de décentralisation. Ce dernier engendre des dynamiques dans le domaine de l'aide et de l'action sociales qui suscitent un certain nombre d'interrogations. La complexification croissante de l'environnement institutionnel du « social » conduit à des enchevêtrements de compétences et à des difficultés pour les collectivités territoriales de disposer des moyens financiers à la hauteur des missions à remplir.Ce numéro d'Informations sociales entend analyser l'acte II de la décentralisation en tenant compte de réformes récentes, telles que la révision générale des politiques publiques ou la réforme des collectivités territoriales et de l'État local. Il s'attache à questionner et à faire état de l'actualité des analyses sur la décentralisation davantage plutôt qu'à en évaluer le processus et les résultats : en quoi finalement cette décentralisation interroge-t-elle sur l'évolution même du « social » au sein du « département-providence » ? Quels sont les moyens dont disposent les autorités décentralisées pour mettre en œuvre les pouvoirs qui leur sont reconnus ? Comment les nombreuses dispositions législatives et réglementaires relatives à l'action sociale ont-elles été mises en œuvre sur le terrain ? Avec quels effets ? Quelle est l'ampleur des inévitables disparités territoriales et en quoi remettent-elles éventuellement en cause l'égalité des droits ? Une première partie revient sur l'historique et les enjeux actuels de la décentralisation, tant au regard de la répartition des compétences que de la nature même du « social ». Une deuxième partie s'intéresse au positionnement des différents acteurs entre État, collectivités territoriales et associations afin de comprendre les articulations, les partenariats éventuels ou, au contraire, les concurrences. Enfin, la troisième partie est consacrée aux politiques sociales elles-mêmes et à leur mise en œuvre sur le terrain.
Revue consultable sur le site du Cairn à l'adresse suivante : http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-1.htm

Protection sociale complémentaire

La protection sociale complémentaire en questions

2011
Philippe Coursier, Bruno Serizay
LexisNexis, collection Litec Professionnel – Droit social
200 p. 35 €
Alors que se succèdent les réformes affectant le niveau des prestations servies par la Sécurité sociale, le besoin de protection sociale exprimé par les collaborateurs dans les entreprises reste intact.

Dès lors, les interrogations sont nombreuses pour les responsables qui, dans les entreprises ou les groupes, sont en charge d'y répondre :
- savoir identifier ces besoins et comprendre comment mettre en place un ou plusieurs régimes adéquats de protection sociale complémentaire (PSC) ;
- organiser une gestion saine de ces régimes... tout en sachant faire bénéficier l'entreprise et les salariés d'un régime fiscal et social favorable ;
- anticiper les difficultés liées aux « sorties individuelles »... et faire de même, sur un plan collectif, dans des hypothèses provoquant la révision, la dénonciation ou la remise en cause de ces régimes ;
- éviter enfin les nombreuses sources de contentieux que connaît la matière.
Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cet ouvrage propose de répondre à l'aide non seulement de développements clairs et de références utiles (légales, réglementaires, jurisprudentielles, etc.), mais aussi de conseils pratiques, de tableaux explicatifs et de documents complémentaires. Il constitue un outil précieux pour les juristes d'entreprise et leurs conseils qui sont confrontés à la mise en place, à la révision ou à l'extinction d'un régime de PSC.

Les dix ans de la CMU (1999 – 2009)

2009
Didier Tabuteau
Actes du colloque Chaire santé de Sciences Po
Editions de la santé/ Presses de Sciences Po
77 p. 18€
La loi du 27 juillet 1999 a créé la couverture maladie universelle (CMU), réalisant l'objectif d'universalité de l'assurance maladie poursuivi lors de la création de la sécurité sociale. Mais la réforme avait une autre ambition : permettre l'accès gratuit des populations les plus défavorisés au système de santé.
À l'occasion du dixième anniversaire de la loi, le Fonds CMU et la chaire Santé de Sciences Po ont co-organisé un colloque afin de dresser un bilan de cette réforme majeure. La matinée d'études était de plus organisée en partenariat avec Médecins du Monde. Cette journée a permis de retracer la genèse de la CMU, de revenir sur les transformations qu'elle a induites et de s'interroger sur la place de la protection complémentaire dans la mise en oeuvre du texte. Elle a également permis d'analyser les limites et insuffisances de ce mécanisme de protection sociale, notamment pour les étrangers, ainsi que le phénomène des refus de soins opposés aux bénéficiaires de la CMU complémentaire. Enfin elle a contribué à éclairer les perspectives d'évolution d'une composante désormais essentielle du pacte social.

La complémentaire santé individuelle et collective : boulversements et interrogations

2008
Marion Del Sol
Revue de droit sanitaire et social n°5
p. 2 à 15

Une histoire d'être ensemble (La MGEN 1946 – 2006)

2009
Michel Dreyfus
Editions Jacob-Duvernet.
416 p. 26€
1946-2006.
Soixante ans de solidarité ! Fille de la libération, du syndicalisme enseignant et de le Sécurité sociale, la MGEN voit le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Depuis, la MGEN n'a cessé d'évoluer, de s'adapter, de se transformer, au rythme des personnalités qui l'ont fait vivre et qui l'ont portée. Des sanatoriums à l'accouchement sans douleur, du développement de la mutualité française à la perspective européenne, de la crise du syndicalisme au désengagement de l'Etat dans la protection sociale, la MGEN a porté haut les valeurs mutualistes et entend continuer à le faire à l'avenir.
A l'instar de l'histoire générale de la mutualité, l'histoire de la MGEN est longtemps restée un terrain en friche. Ce livre retrace son existence, de ses origines lointaines à nos jours, et rend hommage à tous ceux qui ont pris part à cette histoire d'être ensemble.

Protection sociale et insertion

Le revenu de solidarité active : quelle philosophie ?

Janvier 2009
Martin Hirsch, Emmanuelle Wargon
Etudes, Tome 410/1
11€
Il y a vingt ans, le Revenu minimum d'insertion redéfinissait le contrat social dans le sens d'un effort de solidarité à l'égard des exclus du travail. Aujourd'hui, le Revenu de solidarité active a pour ambition de réconcilier la solidarité et le travail, pour faire face à de nouvelles situations de pauvreté et d'exclusion, dont l'accroissement des travailleurs pauvres.

Pour un bilan du *workfare* et de l'activation de la protection sociale

Novembre 2008

Jean-Claude Barbier

La vie des idées.fr. Dossier réformer les minimas sociaux

Voilà près de quinze ans que l'on parle du workfare et de l'activation des politiques sociales. À l'heure où la France s'engage dans la voie du RSA, Jean-Claude Barbier retrace l'origine de ces mots d'ordre et dresse un bilan comparatif de leur application en Europe et aux États-Unis. Leurs promesses en termes de réduction des inégalités ou de lutte contre la pauvreté sont loin d'avoir été tenues.

Article accessible sur le site de la Revue des idées à l'adresse suivante : http://www.laviedesidees.fr/Pour-un-bilan-du-workfare-et-de-l.html

Les vicissitudes du projet d'insertion. Du RMI au RSA…

2010

Camédine Ruffiot

Erès. Empan n°4

186 p. 6,50€

Le projet est aujourd'hui un élément de définition même de l'accompagnement social, quels que soient ses champs d'intervention. On peut situer son institutionnalisation première dans la loi rmi de 1988, consacrant « le projet d'insertion ». Pour autant, les évolutions politiques actuelles, et exemplairement la création du revenu de solidarité active, semblent participer à transformer une dynamique originale de projection en une technique de programmation ; une réduction qui implique un certain nombre de conséquences pour les pratiques socio-éducatives.

- L'émergence du projet d'insertion, ou l'action sociale légitimée
- Le projet individuel, au secours de la panne du projet sociétal
- Un projet « impossible » qui mobilise le sujet
- De l'insertion à l'activation : le projet réifié

Politiques d'insertion. Une responsabilisation des pauvres ?

Novembre 2010

Nicolas Duvoux

Sciences humaines n° 220

2,50€

Depuis près de deux décennies, la norme de l'autonomie individuelle trouve dans les oplitiques sociales un vecteur de promotion privilégié. S'adressant à des publics spécifiques, les politiques d'insertion reposent en partie sur l'affirmation, par les individus eux-mêmes, de leur volonté de participer à la société. Une entreprise de responsabilisation des pauvres se développe ainsi à mesure que l'opinion publique est de plus en plus suspicieuse vis-à-vis des allocataires de la'ssistance. Le passage de l'ancien revenu minimum d'insertion (RMI) au revenu de solidarité actives (RSA) qui l'a remplacé en 2009, traduit bien ce tournant en instaurant un contrat d'inserton qui lie l'allocataire à la collectivité par un échange de droits et de devoirs. (…)

L'amélioration du RSA et le renforcement de son volet insertion

Septembre 2011

Marc-Philippe Daubresse

Mission présidentielle

Suite à la mission présidentielle sur l'amélioration du rSa et le renforcement de son volet insertion qui avait été confiée à Marc-Philippe Daubresse, le député du Nord a rendu son rapport.

Protection sociale et politique publique

Lutter contre la pauvreté – Perspectives face à la crise

Février 2009

Julien Damon

Problèmes politiques et sociaux n° 957

111 p. 9,90€

Lutter contre la pauvreté est devenu une priorité de politique publique. En France, l'objectif de réduction d'un tiers de la pauvreté en cinq ans a été récemment fixé. Dans l'Union européenne, les politiques dites d'inclusion sociale visent également une diminution de la pauvreté. A l'échelle internationale, les objectifs du millénaire pour le développement assignent aux Etats une ambition d'éradication du dénuement extrême. A ces trois échelles, aux problèmes parfois difficilement comparables, se posent des questions similaires de définition, de délimitation et de mise en œuvre de dispositifs et de prestations aptes à atteindre de tels buts.(…)

Première partie : définir et mesurer

- Approches de la pauvreté

- Diversité des contours, des mesures et des seuils

Deuxième partie : Quelles évolutions, quelle actualité ?

- Le paysage français

- Panorama de la situation internationale

Troisième partie : Les politiques, les instruments, les perspectives

- La fixation d'objectifs

- Outils et stratégies pour lutter contre la pauvreté

- Le débat français autour du RSA

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

Comment fabriquer une politique sociale ?

Juin 2010

Collectif

CNAF. Informations sociales n°157

164 p. 6,50€

L'analyse de l'action publique porte le plus souvent sur la mise en œuvre des politiques et l'efficience de ces dernières. Ce numéro d'Informations sociales s'intéresse à la phase amont de cette mise en œuvre : le processus même d'élaboration d'une politique sociale. Ainsi, l'émergence, puis l'inscription d'un problème à l'agenda politique, la manière dont celui-ci est traduit dans les discours politiques et par les divers agents de l'Etat pour être in fine l'objet d'une loi ou d'une mesure, sont ici étudiées.

Une première partie du numéro est consacrée aux cadres conceptuels. Dans le champ social – dans le domaine de la lutte contre la pauvreté par exemple – comment certains concepts sont utilisés pour légitimer le recours à l'action ? Une deuxième partie s'intéresse plus spécifiquement aux divers acteurs (lobbies, associations, médias, experts, etc.) qui agissent pour faire émerger un problème et/ou faciliter sa mise sur agenda jusqu'à son traitement par les pouvoirs publics. Enfin, une dernière partie fournit des exemples, en retraçant l'histoire des enjeux de quelques politiques sociales récemment mises en œuvre et des débats auxquels elles ont donné lieu : politiques de conciliation, politique de dépendance ou encore droit au logement opposable.

Revue consultable sur le site du Cairn à l'adresse suivante : http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-6.htm

Pour en finir avec la pauvreté

Février 2008

Collectif

La découverte. Regards croisés sur l'économie n°4

Première partie : Pauvreté, de quoi parle-t-on ?

Deuxième partie : Mécanismes

Troisième partie : Lutter contre la pauvreté

Protection sociale et Europe

Où va la protection sociale ?

2008

Anne-Marie Guillemard

PUF. Collection Le lien social

416 p. 26€

Allons-nous vers un affaissement des protections et plus d'insécurité sociale pour les Français ? Pour répondre à cette question, ce livre propose une synthèse des transformations ayant affecté, durant les deux dernières décennies, la protection sociale française, en les comparant et les resituant dans le contexte européen. Les seize contributions rassemblées ici abordent les différentes interrogations que suscitent ces transformations, dans le souci de clarifier un débat complexe. Elles proposent des analyses rigoureuses fondées sur des données et observations souvent comparatives, en évitant les positions partisanes et idéologiques qui altèrent trop souvent la connaissance de ces transformations.

La sécurité sociale – Sa protection sur la scène internationale et son évolution en Europe

2009

Ana Gomez Heredero

Conseil de l'Europe

244 p. 29€

Quelles sont les normes internationales et européennes qui protègent le droit à la sécurité sociale? Quelles sont les obligations que les Etats ont assumées en vertu de ces normes? Quelle surveillance est faite quant à l'application de ces normes? Quelles sont les tendances des législations nationales par rapport aux normes du Code européen de sécurité sociale et de son protocole, les instruments de base du Conseil de l'Europe en matière sécurité sociale? La sécurité sociale est-elle considérée comme un droit de l'homme et quelle est l'évolution de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme dans ce domaine? Voici quelques-uns des points les plus intéressants de cette publication qui place le code et son protocole dans le contexte global des autres instruments normatifs, des évolutions nationales et des droits de l'homme.

La longue marche vers l'Europe sociale

2008

Jean-Claude Barbier

PUF. Collection Le lien social

296 p. 26€

L'Europe sociale reste un thème mobilisateur, malgré la modestie des réalisations de solidarité à l'échelle européenne depuis le traité de Rome de 1957. Cela ne dépend pas d'une présence de la gauche ou de la droite au pouvoir, mais d'une question de rivalité entre des "modèles nationaux" construits depuis la fin du XIXe siècle sur une base nationale. Cette diversité est malheureusement minorée, autant par les politiques que par les économistes, et l'Europe sociale ne pourra s'approfondir qu'au prix de la création d'une véritable politique culturelle communautaire appuyée sur un réel échange culturel entre citoyens européens.

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

Vers la fin de l'Etat providence ?

2011
La documentation Française
Problème économiques n°3012
48 p. 4,70€
La Grande bretagne préfère la Big Society au Big Government.
La politique du Care, soin mutuel ou état maternant ?
Peut-on parler d'une Europe sociale ?
Menaces sur la protection sociale.
De l'Etat infirmier à l'Etat investisseur

Le système français de protection sociale

2010
Jean-Claude Barbier, Bruno Théret
La découverte. Collection Repères n°382
6,99€
Deux spécialistes reconnus décrivent et analysent le système français de protection sociale, en le situant dans la perspective des trente dernières années et en comparant la situation française à celle des autres membres de l'Union européenne. Les systèmes nationaux sont confrontés à des défis communs, engendrés notamment par les tendances sociodémographiques, la flexibilisation des marchés du travail et le poids croissant de la financiarisation de l'économie, qui a abouti en 2008 à la plus grande crise économique depuis les années 1930. La protection sociale est plus que jamais indispensable. Mais, en Europe, crise ou pas, cela ne conduit pas à une convergence des systèmes, ni même à leur harmonisation.
Pour penser les changements intervenus depuis une trentaine d'années dans le système français, il faut tenir compte de son caractère hybride : l'objectif de l'universalisme de la protection y est paradoxalement poursuivi par des programmes fragmentés. Si la voie vers laquelle le système français évolue est plus indéterminée encore en période de crise, elle dépend beaucoup de la façon dont l'Union européenne va évoluer.

La protection sociale comme lien territorial : une solution d'avenir pour l'Europe

Février 2010
Collectif
De boeck université. Finance et bien commun n°37-38
p. 45 à 63. 3€
Partant d'une approche polanyenne des systèmes nationaux de protection sociale, l'article analyse d'abord les facteurs économiques (mondialisation), politiques (recompositions des espaces de souveraineté) et socio-démographiques (l'État social déstabilisé par ses propres succès) de leur mise en crise lors du passage d'un mode de régulation keynésiano-fordiste à un mode monétariste-néolibéral. Puis mettant en exergue le rôle de la protection sociale dans la stabilisation du lien territorial constitutif des sociétés politiques, il examine sa possible future remobilisation au niveau de l'Union européenne dans le cadre d'un scénario régional de sortie de la crise actuelle.

Protection sociale et Monde

Sécu : objectif monde – Le défi universel de la protection sociale

2011
Martin Hirsch
Stock
162 p. 12€
Assurance maladie, retraite, congé maternité, allocations familiales, assurance chômage : comment nos sociétés pourraient-elles fonctionner sans ces protections ? La Sécu est l'une des plus belles conquêtes du xxe siècle. On râle contre ses défauts et on peste contre son coût, mais personne n'imaginerait y renoncer, pour se retrouver seul face à la maladie, la vieillesse, le dénuement. À peine 20 % de l'humanité bénéficie de cet extraordinaire progrès. 80 % de la population mondiale est dépourvue des protections essentielles.
Au lendemain de la crise des subprimes qui a secoué le monde, les plus hauts dirigeants de l'ONU ont cherché comment réagir. Ils ont observé que les pays qui résistaient le mieux étaient ceux qui avaient mis en place des protections efficaces. Ne faudrait-il pas alors construire un socle de protection sociale dans le monde entier ? C'est ce mandat un peu fou qui est confié à une commission très sérieuse. À sa tête, Michelle Bachelet, l'ancienne présidente du Chili. Les dix membres qui la composent ont tous exercé des responsabilités ministérielles aux quatre coins du globe, et ils se donnent un an pour convaincre. En ce début du xxie siècle, il est possible d'étendre la protection sociale. Déjà, elle n'est plus le monopole des vieux pays industrialisés. Le Brésil, sous l'impulsion de Lula, a fait des progrès considérables en huit ans et la pauvreté a chuté. En Afrique, des pays pauvres comme le Rwanda et le Ghana, mettent en place une assurance maladie. La Chine sait qu'elle ne pourra pas avoir une croissance durable sans protection sociale. Ne voit-elle pas sa population vieillir en vingt ans, aussi vite que la France en plus d'un siècle ? Comment donner corps à cette utopie ?
Membre de la commission Bachelet, Martin Hirsch livre, à la veille du G20, un plaidoyer vibrant et argumenté pour ce socle de protection sociale. Il s'appuie sur des expériences réussies sur les cinq continents mais qui restent encore isolées. Il montre comment les économistes ont cessé de

prendre la protection sociale comme un luxe pour pays en fin de croissance.

Rapport mondial de la sécurité sociale 2011/12

2011

OIT (Organisation Internationale du Travail)

Un nouveau rapport du Bureau international du Travail (BIT) affirme que si les mesures de sécurité sociale ont joué un rôle décisif pour réduire l'impact social des crises économiques, aujourd'hui comme par le passé, la couverture minimale de sécurité sociale demeure hors de portée du plus grand nombre, en particulier dans les pays à faibles revenus.

Le financement des systèmes de santé. Le chemin vers une couverture universelle

2010

OMS (Organisation Mondiale de la Santé)

Rapport sur la sanét dans le monde

Une bonne santé est essentielle au bien-être humain et au développement économique et social durable. Les États membres de l'OMS ont pour objectif de développer leurs systèmes de financement de la santé pour garantir à tous l'utilisation des services de santé et la protection contre les difficultés financières associées à leur paiement.

Dans ce rapport, l'Organisation Mondiale de la Santé décrit les mesures que les pays peuvent prendre pour modifier leurs systèmes de financement afin d'atteindre plus rapidement ce but - une couverture universelle - et le maintenir une fois concrétisé.

Il se base sur les nouvelles recherches et les leçons tirées de l'expérience des pays. Il fournit aux pays un calendrier d'actions à toutes les étapes du développement et propose à la communauté internationale des moyens lui permettant de mieux soutenir les efforts des pays à faible revenu dans leur objectif de mettre en place la couverture universelle et d'améliorer les résultats sanitaires.

Rapport accessible sur le site de l'OMS à l'adresse suivante : http://www.who.int/whr/2010/fr/index.html

Sud : le grand chantier de la protection sociale

16 mars 2011

La documentation Française

Problèmes économiques n°3015

48 p. 4,70€

La protection sociale, moteur de la croissance.

Un citoyen du monde sur quatre bénéficie d'une couverture sociale.

Les balbutiements de la sécurité sociale en Chine.

Le Brésil, laboratoire de la protection sociale en Sud.

L'assurance maladie en Afrique : le Rwanda, un cas exemplaire.

Perspectives de la protection sociale

Très cher santé – Quelle est la destinée de notre système de santé

2009

Jean de Kervasdoué

Editions Perrin

226 p. 14,90€

Les Français ont hérité d'un merveilleux système de santé, classé au premier rang mondial par l'OMS en 2000. Seul problème, ils semblent déterminés à le conduire à la faillite. Pourtant ce n'est pas faute d'injecter des milliards d'euros et de multiplier les plans de réforme. Résultat : le tonneau des Danaïdes financier apparaît comme une fatalité puisqu'à la rigueur aveugle succède la compassion dégoulinante et vice versa. Or, il y a urgence à identifier les vraies causes de notre problème de santé et à y porter remède. Sinon, ce qui nous pend au nez - pour d'évidentes raisons démographiques et de concurrence internationale -, c'est l'explosion d'un système associant Assurance maladie et médecine dite " libérale ". Jean de Kervasdoué établit non seulement le diagnostic actualisé le plus lucide, mais balaie aussi les idées fausses entretenues depuis cinquante ans et, grâce à d'édifiantes comparaisons internationales, indique les pistes d'une sortie de crise.

Dis, c'était quoi la Sécu ? – Lettre à la génération 2025

2010

Didier Tabuteau

Edition de l'aube. Collection L'aube poche

87 p. 7€

Cet ouvrage se présente un peu comme une lettre ouverte à la génération 2025, pour rappeler à la génération d'aujourd'hui combien le système bâti en 1945 est menacé dans son existence même par les déficits qui le minent.

Comment sauver la protection sociale ?

Novembre 2010

Collectif

Alternative économiques n°296

p. 56 à 64. 3,80€

La protection sociale coûte cher. Trop cher pour ceux qui veulent à tout prix limiter les dépenses sans en apprécier toujours les bénéfices. Elle reste pourtant indispensable à la

280 avenue Jean-Jaurès, 92290 - CHATENAY MALABRY - 01 46 30 34 32 et 09.63.04.95.79.
Mél : rnrsms@ac-versailles.fr , **Site** : http://sms-idf.ac-creteil.fr/

cohésion sociale et au fonctionnement de l'économie. Mais si l'on veut la sauver, il faut aussi la faire évoluer.